

Jeudi 23 décembre 2021

Les salariés de chez MAHLE ont besoin de notre soutien

La fédération socialiste de Haute-Savoie a rencontré les syndicats représentatifs de la société MAHLE. Cette unité qui emploie 107 salariés à Chavanod a prévu de fermer ses portes prochainement. Les salariés ont, à plusieurs reprises, attiré l'attention de l'opinion sur leur situation.

Spécialisée dans la fabrication des « coussinets », pièces indispensables au moteur thermique, cette entreprise qui était alors la société industrielle des coussinets (SIC) a vu le jour en 1946, à Annecy. Entreprise « leader » dans la métallurgie des alliages, elle a été un pilier du tissu industriel annécien. Elle fait partie du paysage des équipementiers de l'industrie automobile, un secteur qui régulièrement défraie la chronique sur fond de transition écologique, d'évolutions technologiques, de délocalisations et de suppressions de postes.

Les représentants syndicaux ont insisté sur la lente dégradation de leurs conditions de travail, les nombreuses alertes qu'ils ont émises ainsi que sur leur volonté de faire évoluer leur outil de production qui s'appuie sur un savoir-faire unique et indispensable. Sans succès puisqu'il est prévu que la fermeture du site de Chavanod intervienne durant le premier trimestre 2022. Sa production sera désormais assurée par des sites situés en Slovaquie et en Chine. 107 personnes ainsi que leurs familles et les sous-traitants vont en être les victimes.

Cette fermeture marque une nouvelle étape tout à fait significative dans la dégradation du tissu industriel haut-savoyard. La fédération socialiste apporte son soutien aux salariés confrontés à cette douloureuse épreuve. Au-delà, elle s'inquiète du silence dans lequel semblent se cantonner les responsables politiques. Elle appelle les représentants de l'Etat et les élus à exprimer aux salariés de l'entreprise le soutien nécessaire en de pareilles circonstances.

La fédération socialiste formule aussi le vœu d'une remise à plat de la politique industrielle de notre pays et particulièrement de notre région. Sur fond de transition écologique et de mutations technologiques, il n'est plus possible de perpétuer une politique industrielle se cantonnant à une diminution des coûts et à des mesures d'affichage financier face aux situations d'urgence.

Avec ses élus à la Région et au Parlement, la fédération restera mobilisée pour qu'une solution digne et durable soit proposée aux salariés et qu'une réelle anticipation permette, à l'avenir, d'éviter de pareilles situations.